

Prêts pour l'amélioration des maisons.—Les prêts accordés en vertu des dispositions de la loi qui concernent l'amélioration des maisons ont encore été nombreux, le gouvernement fédéral ayant continué d'encourager les propriétaires à améliorer leurs maisons au cours des mois d'hiver. Près de 33,000 prêts (\$37,500,000) ont été accordés en 1959 comparativement à 34,000 (\$36,000,000) en 1958.

Réaménagement urbain.—Halifax, Toronto et Windsor ont obtenu des subventions en 1959 pour réaménager des zones tarées. Le gouvernement fédéral en a fourni la moitié, soit 5 millions, du coût d'acquisition et de déblaiement de ces zones. Dix autres municipalités ont aussi reçu des subventions pour les aider à faire les recherches préalables aux travaux de réaménagement urbain.

Entreprises fédérales-provinciales.—Neuf entreprises d'habitation publiques ont été approuvées en 1959 en vertu d'ententes fédérales-provinciales. Elles fourniront 772 logements à bas loyer dans un ensemble de neuf municipalités. Le gouvernement fédéral paiera 75 p. 100 du coût de chaque entreprise et la province, le reste. En vertu d'ententes semblables, grâce auxquelles des terrains peuvent s'acquérir pour fins de construction domiciliaire, 1,775 terrains ont été vendus en 1959, ce qui a porté à 7,936 le nombre des terrains aménagés et vendus sur les 14,800 destinés à être aménagés.

Recherches en matière d'habitation et d'urbanisme.—L'activité de la S.C.H.L. comporte des recherches sur l'habitation. La loi l'oblige aussi à effectuer, ou à faire effectuer par d'autres institutions ou organismes, des études ou des enquêtes en vue d'améliorer l'habitation et l'urbanisme. En 1959, ces travaux ont coûté \$1,100,000; plus du tiers s'est dépensé hors de la Société.

Les ententes passées avec les universités canadiennes pour l'avancement de l'urbanisme ont été maintenues en 1959. Des subventions fédérales assurent des bourses d'études et de recherches post-scolaires en matière d'habitation et d'urbanisme et aident à quatre universités équipées pour ces travaux. L'Institut royal d'architecture du Canada, qui fait une enquête nationale sur l'aménagement des zones résidentielles, a reçu de l'aide. La S.C.H.L. a aussi continué de subventionner l'Association canadienne d'urbanisme, société bénévole qui s'emploie à pénétrer le public de l'importance de la géonomie.